



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture
direction des collectivités locales
de l'utilité publique et
de l'environnement

bureau des installations et
travaux réglementés pour
la protection des milieux

Marseille le : 30 janvier 2012

dossier suivi par : *Monsieur Manes*

☎ : 04.84.35.42.77

✉ : paul.manes@bouches-du-rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° 2012-40 C

**portant levée de l'obligation
de garanties financières de remise en état
applicable à la société
« La décoration Provençale des pierres de Rognes »
pour l'exploitation de la carrière
sise au lieu-dit « Les Carrières ou les Garrigues »,
sur le territoire de la commune de ROGNES**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code Minier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu le schéma départemental des carrières des Bouches-du-Rhône ;

Vu les dispositions combinées des articles R 512-31 et R 516-5 du code de l'environnement précité sur la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-209 C du 29 juillet 2009 autorisant la société « La décoration Provençale des pierres de Rognes » à exploiter une carrière au lieu-dit « Les Carrières ou les Garrigues », sur le territoire de la commune de Rognes ;

Vu le courrier transmis le 3 mars 2009, parvenu en préfecture le 6 mars, par le gérant de la SARL « La décoration Provençale des pierres de Rognes », et relatif à la mise à l'arrêt définitif de la carrière ;

Vu les visites d'inspection réalisées les 5 février 2009 et 26 août 2011 où il a pu être constaté que la remise en état des terrains était conforme aux engagements du dossier initial et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 ;

Vu le procès verbal de recollement en date du 6 septembre 2011 établi par l'inspecteur des installations classées ;

Vu le rapport du directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 6 septembre 2011 ;

Vu l'avis émis par la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites réunie en formation spécialisée des carrières le 4 janvier 2012 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté le 13 janvier 2012 à la connaissance du demandeur;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur à la date du 28 janvier 2012;

Considérant que la cessation effective de l'exploitation est intervenue le 1^{er} juillet 2009 ;

Considérant que l'obligation de garanties financières de remise en état doit être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'obligation de garanties financières imposées à la SARL « La décoration Provençale des pierres de Rognes » : siège social : Les Carrières, route de Lambesc, 13840 Rognes, pour la remise en état de la carrière sise au lieu-dit « Les Carrières ou les Garrigues », sur le territoire de la commune de Rognes, est levée à compter du 6 septembre 2011.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Rognes et sera affichée pendant une durée d'un mois.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Rognes pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de cette formalité sera dressé par le maire de cette commune et adressé au préfet.

Ce même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pour une durée identique.

Cet extrait devra également être tenu et affiché de façon visible sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

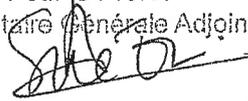
Article 4 :

le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,
le Sous-préfet de l'arrondissement d'Aix-en-Provence ,
le maire de Rognes,
le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toute autorité de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe



Raphaëlle SIMEONI